

Sommaire

Présentation	IX
Introduction	IX
I. Le « bloc de constitutionnalité »	XI
II. Le contrôle de constitutionnalité	XVI
III. La banalisation des révisions constitutionnelles	XX
Textes constitutionnels	1
– Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen du 26 août 1789	3
– Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946	9
– Charte de l'environnement de 2004	13
– Constitution du 4 octobre 1958	17
Préambule	17
Titre I. De la Souveraineté	21
Titre II. Le Président de la République	23
Titre III. Le Gouvernement	35
Titre IV. Le Parlement	37

VI *Constitution de la République française*

Titre V.	Des rapports entre le Gouvernement et le Parlement	43
Titre VI.	Des traités et accords internationaux	63
Titre VII.	Le Conseil constitutionnel	66
Titre VIII.	De l'autorité judiciaire	71
Titre IX.	La Haute Cour	76
Titre X.	De la responsabilité pénale des membres du gouvernement	78
Titre XI.	Le Conseil économique, social et environnemental	80
Titre XI <i>bis</i> .	Le Défenseur des droits	82
Titre XII.	Des collectivités territoriales	84
Titre XIII.	Dispositions transitoires relatives à la Nouvelle-Calédonie	96
Titre XIV.	De la francophonie et des accords d'association	99
Titre XV.	De l'Union européenne	100
Titre XVI.	De la révision	104
Tableau :	Les révisions de la Constitution du 4 octobre 1958	106

La question prioritaire de constitutionnalité	109
I. Schéma du circuit procédural d'une question prioritaire de constitutionnalité	113
II. Loi organique n° 2009-1523 du 10 décembre 2009 relative à l'application de l'article 61-1 de la Constitution	121
III. Décret n° 2010-148 du 16 février 2010 portant application de la loi organique n° 2009-1523 du 10 décembre 2009 relative à l'application de l'article 61-1 de la Constitution	139
IV. Règlement intérieur sur la procédure suivie devant le Conseil constitutionnel pour les questions prioritaires de constitutionnalité	169
Pour aller plus loin	179